



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

N° 131

MARS 2020

UNE ÉPIDÉMIE DE CONTREVÉRITÉS. LA PLUS MASSIVE QUARANTAINE DE L'HISTOIRE MONDIALE

Le redoutable coronavirus venu de Wuhan aura au moins un effet positif : celui de révéler la pathologie politique qui affecte le régime chinois. Celle d'un pouvoir qui censure l'information sur la santé et ferme la bouche des médecins qui osent l'ouvrir, qui nie la valeur universelle du droit à l'information et administre une vérité officielle « à caractéristiques chinoises », c'est-à-dire assortie de mensonges.

Les mises en garde sur le peu de fiabilité des dépêches venues de Chine n'ont pas manqué au fil des années. Mais restées minoritaires, elles n'ont pas retenu l'attention. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : rien qu'en Chine, 600 à 800 millions d'individus – un dixième de la population mondiale et plus que celle de toute l'Union européenne – ont été astreints

depuis le début de février à un régime de quarantaine (quatorzaine) ou à des contrôles d'entrée et de sortie de domicile ; il s'agit de la plus massive quarantaine de l'histoire mondiale.

L'Europe s'est crue un moment à distance, s'est tranquillisée et a admiré l'efficacité d'un pouvoir sans partage.

Mais à présent, les choses sont tout autres. Les populations croient leur santé menacée, savent que cette épidémie non maîtrisée touche officiellement (au 5 mars) quarante-deux pays hors de Chine et y font des morts ; ils apprennent que des cités italiennes voisines déplorent cent sept décès (5 mars) et s'enferment par précaution. L'inquiétude les gagne sans qu'on puisse dire dès maintenant qu'elle soit excessive ou insuffisante.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



CONTRADICTIONS, APPROXIMATIONS, PÉNURIES, INQUIETUDES

De multiples faits suscitent la perplexité et rendent compréhensible l'inquiétude : une maladie sans vaccins disponibles, au mieux avant la fin avril ; des modifications non expliquées dans le comptage des contaminés (entre autres, le 21 février)¹ ; une incertitude quant à la période réelle d'incubation (au lieu des quatorze jours admis au début par tous – y compris par le gouvernement français, certains suggèrent maintenant de passer à trois semaines) ; un calcul stupide de la dangerosité qui ne tient pas compte des prochaines morts parmi les contaminés ; des déclarations différentes sur les méthodes de transmission, des divergences sur les tests d'identification, et ce, plus de deux mois après le départ de l'épidémie. Sans parler de l'application inégales des principes de quarantaine selon les localités.

Les informations se contredisent d'une semaine à l'autre. Un groupe de recherche dépendant de l'Institut de recherche sur le cerveau affirme le 20 février que la source de l'épidémie ne se trouve pas à Wuhan sur le marché Huanan et que ce dernier n'a eu qu'un effet de propagation pour un virus venu d'ailleurs², à partir du 8 décembre. D'après l'institut, la présence du virus pourrait même remonter à la fin novembre. Le marché ne fut fermé que le premier janvier.

A quoi s'ajoutent les déclarations des autorités, qui, par leurs imprécisions et leurs maladroites insinuations, ne parviennent pas à calmer les esprits.

- Parfois on avance des chiffres rassurants, qu'il faut corriger quand on s'est aperçu qu'on n'avait pas tenu compte de l'épidémie qui se répand dans les prisons... Ou encore, on annonce comme guéris des individus chez qui le virus est toujours présent et qui, renvoyés chez eux, pourraient contaminer leur

entourage. En outre, des individus contaminés présentent des symptômes atténués et considérés comme négligeables alors qu'ils gardent la capacité de contaminer autrui. Par conséquent, pour les experts chinois, il n'est nullement certain fin février que l'épidémie ait atteint son sommet sur le territoire national. Contrairement d'ailleurs aux conclusions optimistes d'une mission de l'OMS rentrée de Chine en fin février.

- L'administration oublie aussi de prendre en compte la foule des personnes qui, devant la déclaration de quarantaine à l'approche du Nouvel An, ont quitté les zones urbaines : un million pour l'agglomération problématique de Wuhan avant le 7 janvier, cinq millions pour la capitale Beijing, avant le 23.

- Il faut aussi tenir compte du manque de sang-froid et de l'inconséquence des autorités politiques : dans un premier temps, pour prévenir les mouvements de panique qu'aurait pu provoquer à Wuhan le port du masque, il fut demandé aux employés des hôpitaux de ne pas porter d'équipements de protection. Résultat : au 11 février, on dénombrait déjà 1.749 contaminés et six morts dans le personnel de santé, ce qui n'a pu qu'affaiblir les capacités de résistance collectives.

- Les pouvoirs locaux n'ont pas pris au début des mesures de protection suffisantes. Le 16 février, les responsables du Hubei ont renforcé les astreintes imposées aux cinquante-huit millions d'habitants de la province, en suspendant l'activité de production des entreprises. Or, si l'on en croit le chef de l'État (déclaration du 3 février, publiée par la presse officielle le 16), ces responsables auraient reçu de Xi Jinping dès le 7 janvier, soit un mois auparavant, l'injonction d'être vigilants. Affirmation contournée par le fait que quatre jours plus tard, la Santé municipale continuait de nier toute preuve de contamination de l'homme à l'homme².

1. En ajoutant aux tests de laboratoire le résultat des examens cliniques, on a trouvé d'un jour sur l'autre 15.152 cas supplémentaires d'infections.

2. L'idée confortable que le virus pourrait venir de l'étranger a été reprise le 4 mars par le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères. « Les premiers cas confirmés de Covid19 ont été trouvés en Chine mais leur origine n'est pas nécessairement chinoise. Nous en cherchons toujours l'origine ». Semer un doute patriotique sur la responsabilité du pays et la rejeter sur l'extérieur ne peut pas faire de mal.

MONOPOLE DU DROIT D'INFORMER. RÉPRESSION DES LANCEURS D'ALERTE

Tous les observateurs, journalistes, hommes d'affaires, militants des droits civiques se rendent compte que même dans un domaine comme la santé, qui pourrait et devrait être traité de manière technique, c'est en réalité le parti qui a les choses en main, qui censure, qui incarcère, qui choisit les chiffres et qui s'emploie à dégager sa responsabilité.

- Au lieu de l'information sans limite que suppose la guerre sanitaire, le régime a commencé par censurer tout ce qui pourrait gêner le pouvoir et ternir son image. Dès la fin décembre, huit médecins avaient alerté sur la possibilité d'une transmission de l'animal à l'homme³. Ils furent appréhendés début janvier pour "propagation de fausses rumeurs", peut-être incarcérés. Ils durent promettre de ne pas répéter leurs "erreurs". L'un d'entre eux, l'oculiste Li Wenjiang, courageusement reparti soigner les malades et contaminé dès le 11 janvier, est mort du virus le 6 février. Le lendemain, prises au dépourvu, et dans le souci d'étouffer le scandale, les autorités affirmaient que le médecin était vivant et soigné, Li Wenjiang est devenu un héros pour le corps médical et pour la population de Wuhan, qui a organisé quelques cérémonies à sa mémoire dans les quartiers⁴.

- La volonté de tout contrôler s'est dirigée aussi contre ceux qui, voyant l'ampleur et la propagation rapide de l'épidémie, ont voulu savoir de quoi il retournait. S'improvisant journalistes, le juriste Chen Qiushi et le petit patron Fang Bin sont allés, juste avant la décision de quarantaine, enquêter en milieu hospitalier. Ils ont pu pendant quelques jours décrire l'insuffisance des équipements et des fournitures, l'imprécision des diagnostics ; puis leurs sites de l'internet ont été fermés et les deux hommes ont disparu les 6 et 9 février. Un autre reporter venu enquêter à Wuhan, Li Zehua, a été arrêté le 26 février. Parmi les nombreuses autres victimes du

combat pour la vérité, il faut citer le juriste Xu Zhiyong, initiateur du Mouvement des citoyens, qui depuis des années essaie de se battre dans le cadre des institutions contre la corruption et les injustices sociales. Son invitation, il y a plus d'une décennie, comme "personnalité d'avenir" par l'administration française ne lui a pas épargné plusieurs incarcérations. Réfugié dans la clandestinité, il avait dénoncé cet hiver l'attitude du chef de l'État et chef du Parti, qu'il accusait de dissimuler les dangers de l'épidémie et d'être dépourvu de compétences politiques. Le 15 février à Canton, la maîtrise de l'intelligence artificielle et de la reconnaissance faciale a permis son arrestation par la police, ainsi que celle de sa compagne.

- Selon Chinese Human Rights Defenders (31 janvier), il y a eu 254 cas de répression pour "propagation de rumeurs" dans la seule période du 22 au 28 janvier, avec détention allant de trois à quinze jours.

- Au même moment, la presse officielle relayait les mots d'ordre de Xi Jinping quant à la nécessité de "renforcer la gouvernance de l'opinion publique". Le bureau en charge de la presse et des médias transmettait à ces dernières de instructions, leur enjoignant de célébrer l'héroïsme des sauveteurs plutôt que les souffrances de la population ou l'insuffisance des mesures prises par l'administration.

Les réseaux sociaux et les groupes de discussion ont fait l'objet d'un contrôle renforcé car d'assez nombreux journalistes et blogueurs s'étaient risqués à publier des reportages indépendants. Un grand nombre d'internautes n'hésitaient plus à exprimer leur colère et à réclamer la fin de la censure. Certains raillaient le pouvoir et ses statistiques, requalifiant l'épidémie de coronavirus de "pneumonie officielle", en usant de l'identité de prononciation en chinois de "couronné" et d'officiel.

3. Note de la police de Wuhan à Li Wenjiang, le 3 janvier, alors que les services de Santé de Wuhan avaient déjà identifié quarante-quatre cas de "pneumonie inconnue" : "On vous avertit et on vous blâme pour votre activité illégale de diffuser de fausses informations sur la toile". Le 11 janvier, note des services de Santé : "il n'existe aucune contamination à ce jour dans le personnel médical, ni aucune preuve de transmission de l'homme à l'homme". Le 16 janvier, le quotidien Ta Kung Pao publie à Hongkong un entretien avec un spécialiste des maladies infectieuses : "Puisqu'il n'y a plus d'infections nouvelles en Chine depuis le 3 janvier, l'épidémie doit être considérée comme sous contrôle. Le public peut être assuré de bonnes vacances pour le Nouvel An".

4. Les autorités s'étaient discréditées déjà dans des circonstances identiques, à l'occasion de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) de 2002-2003 lié lui aussi à un coronavirus. Elles avaient de même commencé (novembre 2002) par s'en prendre au médecin militaire lanceur d'alerte de Canton Jiang Yanyong, l'avait incarcéré et astreint à des séances de lavage de cerveau, avant de se rendre à l'évidence quelque quatre mois plus tard.

BIENVEILLANCE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

La bienveillance de l'OMS, elle aussi, a ajouté à la confusion. Alors que le comportement des responsables chinois était discutable – au point que le chef du PCC a dû destituer les têtes du Parti au Hubei, le directeur général de l'Organisation a commencé par féliciter le pouvoir pour son énergie et par emboîter le pas aux positions de Beijing⁵. La Chine venait de construire un hôpital en une décade, par la mobilisation nuit et jour d'une force de travail ; avec une efficacité incertaine puisque le pays manque pour l'instant d'équipements comme de dispositifs de protection et que, pour cette raison entre autres, une partie du personnel médical est contaminée et ne peut travailler.

Cette bienveillance s'explique, pour partie au moins, par l'emprise gardée par la Chine sur l'OMS qu'elle dirigeait encore il y a trois ans en la personne de Mme Margaret Chan. La directrice générale de l'organisation (2007-2017) avait décidé en mai 2017 de ne plus inviter Taïwan à l'Assemblée mondiale de la Santé, les élections insulaires ayant, l'année

précédente, désigné comme cheffe d'État Tsai Ing-wen, hostile à la reconnaissance formelle d'une appartenance de Taïwan à la Chine. Pour cette dernière, la diplomatie prime sur la santé de vingt-trois millions d'individus qu'elle affecte de chérir comme ses "compatriotes", quitte à régler leur sort par la voie militaire. L'OMS n'y trouve rien à redire et, docilement, suit le plus fort.

Le chef du Parti et le directeur général de l'OMS avaient décidé d'une mission d'expertise pour février. Elle fut confiée à un groupe de douze Chinois et de treize étrangers. Ses conclusions rendues le 25 février – et reprises dans la presse occidentale – n'ont pas dû déplaire : elles affirment que l'épidémie a atteint son pic entre le 23 janvier et le 2 février et qu'il y a depuis déclin, et plus vite qu'on aurait pensé. Déclin en effet : le nombre des contaminés chinois s'élève de 44 387 (11 février) à 80 151 (3 mars) ; celui des décès, de 1 109 à 2 943 aux mêmes dates.

UN ENCADREMENT SANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

Notre propos n'est pas de contester l'énergie ou la brutalité des mesures prises pour enrayer l'épidémie. Elles ont été prises avec retard, certes, et leur efficacité en a été diminuée. Mais l'appareil de surveillance mis en place est tellement hors du commun qu'il mérite une description, fût-elle rapide, et force à la réflexion.

La population concernée est énorme. Si l'on ajoute aux assignations à domicile, les contrôles entrées et sorties aux portes des immeubles, pour des agglomérations qui dépassent souvent dix millions d'habitants, on parvient à des chiffres dépassant l'imagination : de six cents à sept cent cinquante millions d'individus privés de la liberté d'aller et de venir, largement plus que toute l'Union

européenne, Grande-Bretagne comprise. La région la plus touchée fut évidemment le Hubei, épice de l'épidémie, dont les soixante millions d'habitants ont été pratiquement empêchés de sortir de chez eux en février.

Les écoles restent fermées dans les agglomérations en situation critique. Les mouvements de personnes entre régions sont bloqués et ceux qui ont quitté les zones sensibles dans la période des fêtes ne peuvent y rentrer.

Le défaut de main-d'œuvre qui en a résulté a désorganisé la vie des entreprises. Certaines d'entre elles n'ont retrouvé que 20% de leur personnel. Les autorisations de retour à

5. Lors de ses premières prises de position, le directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus recommandait de ne pas surestimer la gravité du problème et de ne pas prendre des mesures qui « interfèreraient inutilement sur les voyages et le commerce international ». Déclarations faites au moment même où la Chine se décidait à instaurer des quarantaines sur des dizaines de millions de ses nationaux. Plus récemment (11 février sur BFM-TV), l'ancien ministre et ancien secrétaire général adjoint des Nations unies Douste-Blazy se félicitait de l'efficacité chinoise et minimisait les blâmes reçus par ses collègues chinois lanceurs d'alerte - dont l'un d'entre eux est mort -, lançant d'un ton amusé et indulgent à son interlocutrice : « Oui, mais ça, c'est le régime chinois ! »...

la production supposent souvent l'accomplissement de lourdes formalités bureaucratiques, avec accumulation de papiers et de tampons parfois inaccessibles lorsque l'entreprise a portes closes.

Ces bouleversements et pertes d'emplois ou de salaires ont évidemment poussé la population à s'interroger sur le bien-fondé des mesures prises. Pour atténuer les mécontentements, Xi Jinping a cru utile de communiquer à la presse une déclaration faite devant les membres permanents du Bureau politique le 3 février, par laquelle il affirme qu'il suit les choses de très près et sans retard depuis le début de l'année. Initiative inhabituelle et d'ailleurs invérifiable, comme si le chef du Parti et de l'État éprouvait le besoin de se justifier face aux critiques de la base.

L'astreinte à quatorze jours de quarantaine dérange fortement la vie politique, économique et sociale. Elle a conduit à suspendre de très nombreuses réunions prévues pour mars et avril.

- Pour le seul mois de février, elle a causé l'annulation de 177 expositions, dont notamment celles de Shanghai, de Canton et de Jinan.

- Prévue pour le 5 mars, la réunion traditionnelle dans la capitale des deux assemblées parlementaires (Assemblée du peuple et Conférence consultative) est reportée.

- Le Boao, forum des hommes d'affaires organisé à Hainan les 24-27 mars, est remis à plus tard.

- Certains reports vont au moins jusqu'au mois d'avril : c'est le cas de l'Exposition automobile 2020 à Beijing et de la Foire de Canton.

LES RÉPERCUSSIONS EXTÉRIEURES

Le fait nouveau à la fin février, c'est que, malgré toutes les précautions prises, le coronavirus sort de Chine. On commence à s'interroger à l'Ouest sur les risques d'une division du travail fondée sur l'habileté de la main-d'œuvre asiatique et sur son faible coût, puisqu'elle met en danger des approvisionnements essentiels, comme ceux des industries informatiques et pharmaceutiques. Exemple : la France compte sur un paracétamol à 100 % chinois pour guérir ses fièvres ou ses maux de tête. Premiers pays touchés, les voisins, à travers leurs relations industrielles, commerciales et touristiques. Dans l'immédiat :

De nombreuses manifestations prévues à Tokyo pour le mois de mars ont été annulées.

- Les écoles publiques nipponnes (treize millions d'enfants) ont fermé à partir de début mars.
- En Corée du Sud, les rassemblements ont été interdits à Daegu (2,5 millions d'habitants) et les écoles maternelles et les bibliothèques fermées, suite à un début d'épidémie liée à des manifestations religieuses. Les soldats restent dans les murs de leurs casernes.

À Pusan, report des épreuves du championnat mondial de tennis de table.

- Les usines qui se fournissaient en Chine et en particulier à Wuhan, grand centre de construction automobile, doivent parfois arrêter leur production. C'est le cas au Japon d'une usine Nissan. Quant au géant de l'électronique Foxcom, il a du mal à relancer ses chaînes de production après l'arrêt prolongé de la Fête du Printemps.

Mais depuis le début du mois, les dommages causés à l'activité économique générale, au commerce et à l'industrie s'étendent bien au-delà de l'Asie orientale. La Directrice déléguée du Fonds monétaire international déclarait le 4 mars que la croissance globale se situera en 2020 bien en dessous du niveau de l'année dernière...Jusqu'où elle descendra et pour combien de temps, dépendra de l'épidémie ainsi que de l'opportunité et de l'efficacité de nos actions ». Pour le FMI, un tiers des pertes économiques seront directement liées aux décès, aux fermetures d'entreprise et aux décisions de quarantaine ; les deux tiers restants résulteront des réductions de consommation ou d'activité des entreprises, ainsi que des marchés financiers.

LES EFFETS NÉGATIFS DU VIRUS

Pour l'instant, le coronavirus n'augmente pas sensiblement la mortalité chinoise. Avec un taux de 7‰, le pays perd chaque année en moyenne plus de neuf millions d'individus ; l'épidémie fin février a causé quelque trois mille décès. Il semble en revanche qu'elle ait porté un coup sévère au prestige national, en suscitant à l'extérieur des réflexes de rejet et de crainte dont le Parti n'avait nul besoin. Un journaliste d'une radio nationale française allait jusqu'à qualifier la Chine de "fabrique de l'angoisse" (28 février). Mais il est vrai que la répression des lanceurs d'alerte, les tergiversations dans les prises de décision, l'étonnante capacité à enfermer à domicile des dizaines de millions de famille (que cette capacité soit réelle ou prétendue) ont donné du régime une image de brutalité qui nuit à son crédit.

Curieusement, le pouvoir chinois qui se sait associé plus ou moins consciemment à la propagation internationale du virus, s'abstient désormais d'exposer ses ambitions internationales et sa volonté d'expansion. Plus question de Route de la Soie ou de la formule "une ceinture, une route", car les esprits apeurés y redouteraient les voies d'un cheminement maléfique.

La paralysie de la production manufacturière chinoise en janvier et février a montré aussi les faiblesses de l'économie. Il était d'usage, naguère encore, de chanter les louanges de cet appareil étatisé et d'en vanter l'efficacité jusque dans les milieux patronaux, sans trop se soucier de la réalité des chiffres proposés par des bureaux statistiques contraints de confirmer la croissance. De source gouvernementale, 30% seulement des petites entreprises auraient rouvert fin février. Dix millions de personnes attendent de retourner au Guangdong, où se trouve une bonne partie des usines qui constituent "l'atelier du monde".

On ne saurait oublier l'exception, soulignée par le South China Morning Post de Hongkong (dont le propriétaire et homme d'affaires Ma Yun est membre du PCC). Le quotidien annonce le 23 février qu'après un mois de perturbations dues au virus, les industries de l'armement (construction aéronautique et construction navale) fonctionnent de nouveau à plein. Ce serait bien nécessaire pour assurer la sécurité du pays menacée par le déploiement militaire américain que Beijing dit observer dans l'archipel japonais d'Okinawa. Le personnel de l'armement "est plus discipliné que celui des autres secteurs industriels", ce qui a limité les contaminations. Les malades ont été immédiatement remplacés par de la

main-d'œuvre de réserve.

Mais ce n'est plus de croissance qu'il s'agit, et en tout cas pas d'une croissance stimulée par la Chine. Les difficultés des exportations, réduites de moitié dans certains secteurs industriels, apparaissent clairement dans les statistiques du commerce extérieur, les seules qui soient vérifiables sans conteste. Le freinage du produit intérieur chinois va ralentir la croissance mondiale ; il créera peut-être aussi des troubles à l'intérieur du pays car sans expansion de l'activité, il n'y a pas moyen d'intégrer les millions de ruraux qui quittent leur campagne et cherchent à vivre en ville. La tentation est forte pour l'investissement étranger de diversifier ses localisations vers d'autres pays à bas salaires.

Un doute nouveau est apparu quant à la compétence des autorités chinoises en matière sanitaire. Certes, le pays ne manque pas de scientifiques éminents, professeurs, chercheurs mais ils ne composent pas à eux seuls l'appareil de Santé. La retenue de l'information pratiquée imperturbablement par des fonctionnaires zélés, voire la destruction – information rapportée par le journal Caixin (26 février) et immédiatement supprimée – d'échantillons destinés à des tests de laboratoire, contredit les principes de l'OMS. C'est cette dissimulation, entre autres, qui a permis l'expansion du virus en décembre-janvier.

La suspicion à l'égard du pouvoir est d'autant plus forte que ce dernier n'autorise pas la critique venue de la presse étrangère. Les journalistes, qui redoutent un refus de renouvellement de visa, sont incités à choisir leurs mots et leurs enquêtes en conséquence.

La Chine a refusé neuf renouvellements depuis 2013. Elle vient même de procéder de nouveau à des expulsions.

C'est ce qui s'est passé le 3 février pour trois salariés du Wall Street Journal. Le quotidien avait publié un article dont ils n'étaient pas les auteurs mais au titre déplaisant pour Beijing car les termes en évoquaient le déclin de l'empire ottoman : La Chine, le véritable homme malade de l'Asie. La formule a été jugée empreinte de racisme et "heurtant le sentiment du peuple, suscitant sa colère et sa condamnation" ; cette colère et cette indignation sont fort peu vraisemblables puisque le Wall Street Journal est censuré en Chine et que le peuple n'en a pas connaissance. Le quotidien a refusé de présenter des excuses et les trois journalistes ont dû quitter le pays dans les cinq jours. Ce fut la première expulsion depuis 1998.

Cette incapacité de supporter la critique et cette promptitude à mobiliser la police et la justice pour la réduire au silence étaient une constante génétique des régimes totalitaires du siècle précédent. La Chine leur donne une nouvelle vie au XXI^e siècle, au risque du ridicule. On l'a vu lors d'un récent concours de photographies organisé à Hongkong par l'Organisation mondiale de la Photographie (WPO). Y figuraient, parmi les finalistes, dix clichés de participants blessés aux manifestations anti-Beijing du dernier semestre

2019. Malgré le principe officiel Un État, deux systèmes, censé garantir la liberté culturelle du petit territoire, la Chine a le 14 février obtenu de WPO le retrait de toutes les photographies des compétiteurs liées aux événements. Motif invoqué par les organisateurs : il s'agit d'images "de nature sensible". Banale évidence : s'il y a eu mais s'il n'y a pas, s'il n'y a plus de clichés des manifestations, c'est qu'elles n'ont pas eu lieu. Mais tout le monde pourtant les a vues.

TENSIONS ET PEURS EXTÉRIEURES. LES RAISONS DE LA DÉFIANCE

Dès que reconnu par le pouvoir central, le risque épidémique a modifié les relations de la Chine avec l'extérieur. La Russie, la Corée du Sud, le Vietnam et le Japon ont, les premiers, imposé rapidement des interdictions d'entrée. Les contrôles d'aéroports se sont généralisés. Les grandes entreprises ou les pays ont organisé le rapatriement de leurs ressortissants. Les compagnies aériennes ont annulé leurs vols vers ou en provenance de Chine, bouleversant entre autres l'activité touristique. De même pour les compagnies maritimes. À cause d'un seul malade sur 3 700 passagers repéré le 25 janvier, le luxueux bateau de croisière Diamond Princess a été placé quatorze jours en quarantaine le 5 février ; le 19 février, il comptait déjà plus de 691 individus contaminés ; ils furent débarqués et hospitalisés au Japon. On y comptait quatre morts à la fin février.

L'arrivée en Europe de l'épidémie, la propagation du virus dans une cinquantaine de pays à fin février et le constat des premiers décès ont fait craindre une pandémie. La peur a justifié un renforcement général des protections, tout cela dans un climat de doute sur la sincérité de l'information officielle chinoise. Celle-ci donne parfois l'impression que son objet est de tranquilliser la population pour favoriser le retour à l'activité productive ; parfois qu'il s'agit d'abord de dire aux étrangers ce qu'ils veulent entendre pour obtenir d'eux une attitude bienveillante. Mais les déclarations absurdes et les contrevérités en tous genres ont été trop nombreuses au fil des années pour

ne pas discréditer la parole publique. Le danger du coronavirus incite à prêter une attention nouvelle aux rapports surprenants que l'appareil politique chinois entretient avec la vérité, dès qu'elle le gêne ou qu'il se sent menacé.

On a dit plus haut combien le déni de vérité opposé à Li Wenjiang, l'oculiste mort en février, était un copié-collé de celui du médecin. Le danger du coronavirus incite à prêter une attention nouvelle aux rapports surprenants que l'appareil politique chinois entretient avec la vérité, dès qu'elle le gêne ou qu'il se sent menacé.

On a dit plus haut combien le déni de vérité opposé à Li Wenjiang, l'oculiste mort en février, était un copié-collé de celui du médecin militaire Jiang Yanyong, lanceur d'alerte pour le SRAS de 2003. Dix-huit ans sont passés, les dirigeants ont changé mais le parti reste le même, têtu, craintif, menteur s'il croit bon de l'être, et tardif dans ses réactions. Voici quelques éléments, issus d'une longue liste de ces prises de position officielles, qui procèdent par affirmations sans éprouver le moindre besoin de s'expliquer.

- Liu Xiaobo, l'universitaire et politologue, Prix Nobel de la Paix en 2010 ? Pour la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, "C'est un criminel, un point c'est tout".
- Les camps d'internement dans la région musulmane du Xinjiang ? Ce sont de très utiles

6. Exemple de la région très polluée qui englobe Beijing, Tianjin et la province du Hebei. Le coronavirus avec la quarantaine et l'interdiction de circuler y a diminué de 77% le trafic de camion et de 39% celui des bus. De nombreuses photos montrent des avenues désertes. Malgré ces circonstances favorables, la surcharge de particules fines PM 2,5 reste élevée, avec 240 microgrammes par m3, soit dix fois le seuil recommandé par l'OMS.

"institutions de formation professionnelle".

- Lutter pour le respect des cultures des minorités dans les régions autonomes, c'est mener un combat "séparatiste".
- Demander le respect des libertés inscrites dans la Constitution, le multipartisme et la liberté d'expression, c'est "subvertir le pouvoir d'État" ou parfois "inciter à la subversion du pouvoir d'État".
- Contester la toute-puissance du syndicat officiel et soutenir les revendications autonomes des salariés, c'est "susciter des querelles malintentionnées".
- En 2003, être le premier à dénoncer les dangers du SRAS. comme en 2019 avertir de la transmission animal-être humain du dernier coronavirus, c'est "propager des rumeurs malveillantes".

- Dénoncer des dirigeants corrompus avant que le Parti ait jugé bon de le faire, c'est "semer le trouble et instiguer la zizanie".
- Fournir des informations de nature politique sans autorisation, c'est "divulguer des secrets d'État".
- Rencontrer un journaliste étranger au cours d'une de ses enquêtes, c'est "*agir en collusion avec une puissance étrangère*", etc.

Ces termes vagues et jamais définis par les procureurs et les juges peuvent s'appliquer à discrétion à tout comportement dérangeant. Ils suffisent à justifier une condamnation lourde et définitive, puisqu'en matière politique au moins, les recours en appel sont inefficaces. Mais il n'y a nulle raison de limiter au discours politique le défaut de "parler vrai".

DES DOUTES SUR LA VOLONTE ECOLOGIQUE ET LA CROISSANCE. RAISONS DE LA DÉFIANCE

Il serait aussi utile de poser le problème de la vérité dans deux domaines où l'on fait souvent crédit au régime chinois et par lesquels il se donne une sorte de légitimité. L'un est la **préservation de l'environnement** ; l'autre, la **croissance économique**.

- La Chine est parvenue à passer pour une puissance économique d'avant-garde, notamment grâce à son remarquable parc de véhicules électriques à deux roues. Lors de la COP 21, elle a donné l'image d'un pays soucieux de lutter contre les pollutions dont il était victime. Son engagement a servi à présenter l'accord de 2015 comme un grand succès. La réalité est tout autre. Tirant argument de sa pauvreté et de la nécessité d'accélérer son développement, la Chine a obtenu le droit d'accroître son extraction charbonnière dans les sept à dix ans de la décennie en cours, avec la certitude d'aggraver de nouveau son bilan carbone.

Elle compte sur ses ressources quasi illimitées en charbon pour approvisionner ses centrales électriques, ouvre régulièrement de nouvelles mines et ne peut faire valoir aucun résultat en matière de pollution urbaine⁶. Elle est et restera le plus grand émetteur de CO₂. Elle promet des progrès au-delà de 2030, mais sans même préciser comment elle les obtiendra. Autrement dit, avec sa production charbonnière dépassant 3 200 millions de tonnes (47% de l'extraction mondiale), **elle vient au premier rang et de très loin parmi les pays qui peuvent faire capoter l'accord de Paris**.

- La croissance économique est l'atout suprême de la Chine. Elle lui sert à justifier le peu de poids qu'elle accorde aux droits de l'Homme car, il est vrai, c'est déjà très bien de nourrir sa population. Mais la performance chinoise est sans doute moins brillante qu'on ne dit souvent, pour la bonne raison que son chiffre unilatéral ne se prête à aucune vérification, ni sur la méthode, ni sur le fond.

Des chiffres simples, de sources officielles mais souvent oubliés, permettent de relativiser cette croissance tant admirée. D'une part, la population chinoise (1 441,8 millions d'habitants à la mi-2019) représentent 18,9% de la population mondiale 2019 (7.637 millions). D'autre part, son produit intérieur brut (en 2018, 13 407 milliards de dollars selon le FMI, 13 670 selon la Banque mondiale ; en 2017, selon l'ONU, 12 237) correspond selon les sources à 15,8%, 16,1% ou 14% du P.I.B. mondial 2018 (FMI 84 740 milliards de dollars). **La part prise par la Chine dans la production mondiale est, dans tous les cas, nettement inférieure à la part de sa population**. Elle se situe donc en dessous de la moyenne mondiale. Ce constat, s'il s'agit de juger du niveau de vie du Chinois de base, est encore aggravé par les inégalités de richesse (mesurées par l'indice de Gini) qui atteignent ou approchent les records mondiaux.

Il y a aussi beaucoup à dire quant à la méthode de production de ces chiffres officiels. Tant la comptabilité d'entreprise que la comptabilité

nationale supposent des économies où domine le secteur privé et non des économies administrées. Lorsque le secteur public joue un rôle essentiel – et souvent discrétionnaire – dans la prise de décision, dans l'estimation de la production et de sa valeur, dans l'obtention des ressources financières, dans le régime des amortissements etc., le concept pivot et délicat de valeur ajoutée devient incertain. Et ce d'autant plus qu'il est nouveau pour la Chine et que les responsables du parti n'en ont pas à coup sûr la maîtrise.

Il ne faut pas avoir la mémoire courte. L'exemple de feu l'URSS, qui allait rattraper les États-Unis, avec ses taux records de 7 à 8% de croissance annuelle officielle que reprenaient tous les annuaires statistiques (FMI, BIRD, ONU), devrait faire réfléchir. La Russie d'aujourd'hui, avec ses 146 millions d'habitants, a un P.I.B. de 1.630 milliards de dollars (2018), bien en dessous de ceux de l'Italie ou du Canada (2.072 et 1 711 milliards de dollars), sans parler de la France, deux fois moins peuplée qu'elle (2 775 milliards de dollars). S'agissant de la Chine, les croissances

faramineuses annoncées depuis quarante ans auraient dû placer le pays au-dessus de la moyenne mondiale. Or ce n'est pas le cas.

L'expérience incite aussi au scepticisme. En un siècle de statistiques « socialistes », on ne trouve pas un seul aveu d'échec prononcé sur le moment par un parti au pouvoir, si ce n'est peut-être pour incriminer un tremblement de terre, une épouvantable sécheresse, voire peut-être cette fois le coronavirus. On relève aussi que dès les premières semaines de l'année, la Chine annonce les résultats de l'année précédente, ce qui est une gageure, compte tenu de l'immensité du pays et des difficultés de collecte des résultats d'entreprise et d'estimation des productions paysannes. Enfin, on sait bien que tout responsable provincial a intérêt à gonfler ses chiffres, soit pour obtenir des crédits supplémentaires, soit pour progresser dans la hiérarchie du Parti. À plusieurs reprises, des statistiques provinciales irréalistes ont été abaissées d'autorité par le pouvoir central, qui exigeait un peu de décence dans le défaut de crédibilité.

LE CORONAVIRUS ET L'IMAGE DE LA CHINE

Parce qu'elle effraie et que l'on ignore son terme, l'épidémie du coronavirus a incontestablement dégradé l'image que le pouvoir chinois s'efforçait de maintenir à l'étranger. Elle a notamment mis en évidence les quatre points suivants :

- Une grande incertitude sur les moyens d'enrayer l'épidémie et sur sa durée, en raison même des suspensions engendrées par une information contrôlée et dont on a vu les méfaits. La presse étrangère en Chine, elle aussi, subit en partie les contraintes de la quarantaine et les restrictions de déplacement, ce qui limite ses capacités de reportage.
- Une défiance d'une ampleur sans précédent à travers le monde envers la population chinoise, comme le prouve un peu partout la désertification des China Town. Cette prudence, souvent sans doute excessive, ne mérite pas d'être qualifiée de racisme, ni même de xénophobie, puisqu'elle a son équivalent en Chine où les magasins sont sans clients et les rues sans voitures.
- Une idée un peu crue sur les réalités de la société chinoise, en particulier sur les questions d'hygiène, dans l'élevage et l'abattage des animaux et sur la promiscuité dangereuse, traditionnelle mais depuis longtemps dénoncée, entre espèces animales (volaille et porcins) ou entre humains et animaux.

- Un doute croissant quant à l'aptitude de la Chine à gérer les affaires du monde comme elle le revendique de plus en plus.

Une conclusion simple, que certains jugeront simpliste, se trouve dans un entretien daté de 2013 du médecin lanceur d'alerte au SRAS de 2002, Jiang Yanyong : **"Pour un médecin, protéger la santé des patients et leur vie est le plus important et vient au premier rang... La première exigence pour un médecin, c'est de dire la vérité. J'ai connu beaucoup de mouvements politiques en cinquante ans et je vois combien il est aisé de mentir. C'est pourquoi j'insiste sur la nécessité de ne jamais déguiser la vérité".**

Le vieux médecin Jiang a raison de glisser d'un sujet à l'autre, de la santé à la vie politique, car les deux domaines ont leur pathologie. Le Parti n'est pas près d'entendre la leçon : il est mécontent de ce médecin de 88 ans, sauveur de vies humaines et naguère héros national, qui demande toujours que lumière soit faite sur le massacre de Tiananmen (1989). Il l'a donc depuis un an puni et assigné à résidence.

Alain Bouc